

7 Gründe für ein NEIN zur EU-Initiative

- Wir denken europäisch und handeln vernünftig. Unser NEIN zu *dieser* EU-Initiative beruht auf Realismus und staatspolitischer Verantwortung. Wir sagen vor allem NEIN zur sofortigen Aufnahme von EU-Beitrittsverhandlungen.
- Die bilateralen Verträge wurden dem Schweizer Volk als vernünftige und zukunftsweisende Annäherung an Europa empfohlen. Weitergehende Forderungen, die kurz nach der Annahme dieser Verträge gestellt werden, zielen am eigentlichen Volkswillen vorbei.
- Die Initiative „Ja zu Europa!“ stellt *die falsche Frage zum falschen Zeitpunkt*. Die Umsetzung sowie der allfällige Ausbau der bilateralen Verträge geniessen zurzeit Priorität. Aussenpolitische Experimente sind heute weder gefragt noch staatspolitisch zu verantworten.
- Die bilateralen Verträge sind in den EU-Staaten noch immer nicht unter „Dach und Fach“. Solange diese Verträge nicht in Kraft sind, darf die Schweiz keine weitergehenden Integrationsschritte beschliessen.
- Ein NEIN zu *dieser* EU-Initiative verschafft die nötige Zeit, die politischen und wirtschaftlichen Auswirkungen der drei europapolitischen Optionen - Ausbau der bilateralen Verträge, EWR 2 oder EU-Beitritt - genaustens zu prüfen und in Kenntnis dieser Auswirkungen die richtigen Schritte einzuleiten.
- Die Schweiz wäre heute weder innen- noch wirtschaftspolitisch vorbereitet, Beitrittsverhandlungen zu führen. Zudem steht die Volksinitiative im Widerspruch zu unseren etablierten verfassungsmässigen Spielregeln.
- Bundesrat und Parlament lehnen die Volksinitiative „Ja zu Europa“ ab. Dies gemäss dem Motto: **„europäisch denken - vernünftig handeln. NEIN zur EU-Initiative“**.

Aus Vernunft und Staatsverantwortung NEIN sagen!

Das Komitee „europäisch denken – vernünftig handeln. NEIN zur EU-Initiative“ hat sich heute der Öffentlichkeit vorgestellt. Das über 100 Parlamentarierinnen und Parlamentarier zählende Komitee wirbt aus Gründen der Vernunft und Staatsverantwortung für eine Ablehnung der Volksinitiative „Ja zu Europa!“, die am 4. März zur Abstimmung gelangt. Die Initiative stellt die falsche Frage zum falschen Zeitpunkt mit dem falschen Titel.

An einer Medienorientierung in Bern stellten die Gegner der Initiative „Ja zu Europa!“ ihr Komitee, ihre Aktivitäten sowie ihre wichtigsten Gründe gegen die Volksinitiative der Neuen Europäischen Bewegung Schweiz (NEBS) vor. Dem Komitee gehören über 100 National- und Ständeräte aus den verschiedensten Parteien an. Das Komitee fordert die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger auf, dem Bundesrat und der Mehrheit des Parlaments zu folgen und die Volksinitiative „Ja zu Europa!“ an der Urne abzulehnen. *Die Initiative stelle die falsche Frage zum falschen Zeitpunkt mit dem falschen Titel.* Die Ablehnung dieser Vorlage beruhe auf Realismus und staatspolitischer Verantwortung. Das NEIN sei vor allem ein NEIN zur sofortigen Aufnahme von Beitrittsverhandlungen. Dies insbesondere vor dem Hintergrund, dass die bilateralen Verträge in einzelnen EU-Staaten noch nicht einmal ratifiziert seien und die verfassungsmässige Ordnung der Schweiz die Kompetenz zur Aufnahme von aussenpolitischen Verhandlungen ausdrücklich dem Bundesrat überlasse. Eine Änderung dieser verfassungsmässigen „Spielregel“ trage weder den innen- noch den aussenpolitischen Gegebenheiten Rechnung.

Es gelte nun, zuerst die bilateralen Verträge unter „Dach und Fach“ zu bringen, mit diesen entsprechende Erfahrungen zu sammeln und dann unter Würdigung aller relevanten Faktoren all-fällige weitere Integrationsschritte einzuleiten. Die Schweiz wäre heute weder innen- noch wirtschaftspolitisch für Beitrittsverhandlungen vorbereitet. Der hierfür notwendige Reformbedarf müsse zuerst genaustens analysiert und politisch diskutiert werden.

Das Komitee „europäisch denken – vernünftig handeln. NEIN zur EU-Initiative“ ruft deshalb alle Schweizerinnen und Schweizer auf, die Vernunft walten zu lassen und diese Vorlage abzulehnen.

Bern, 23.1.2001

7 Motifs pour un NON à l'initiative UE

- Nous pensons européen et agissons raisonnablement. Notre NON à cette Initiative UE se base sur un réalisme et une conscience responsable en matière de politique nationale. Nous disons avant tout NON à un engagement sans délai de négociations en vue d'une adhésion à l'UE.
- Les accords bilatéraux ont été recommandés au peuple suisse comme un rapprochement judicieux à l'Europe, ceci, dans une optique d'avenir. Des prétentions plus avancées, émises peu après l'acceptation de ces accords, vont effectivement à l'encontre de la volonté du peuple.
- L'initiative «Oui à l'Europe» pose *la mauvaise question au mauvais moment*. La mise en œuvre ainsi que d'éventuelles extensions des accords bilatéraux sont actuellement prioritaires. Des expériences en politique extérieure ne sont aujourd'hui ni demandées ni à risquer sur le plan de la politique nationale.
- Dans les états de l'UE, les accords bilatéraux ne sont pas encore conclus. Aussi longtemps que ces accords ne sont pas entrés en vigueur, il n'est pas permis à la Suisse d'entreprendre de nouveaux pas vers une intégration.
- Un NON à cette initiative de l'UE procure le temps nécessaire à l'examen minutieux des effets sur les plans politique et économique des trois options de politique européenne - extension des accords bilatéraux, EEE 2 ou adhésion à l'UE - et d'entreprendre, en connaissance de cause, les démarches appropriées.
- Que ce soit en politique intérieure ou économique, la Suisse ne serait aujourd'hui pas encore préparée en vue de mener des négociations d'adhésion. En outre, cette initiative populaire contrevient à nos « règles de jeu » constitutionnelles
- Le Conseil fédéral et les Chambres rejettent l'initiative populaire «Oui à l'Europe!». Ceci, selon le mot d'ordre : **«penser européen - agir raisonnablement. NON à l'initiative UE».**

Dire NON pour le bon sens et la responsabilité en tant que citoyen!

Le comité «penser européen - agir raisonnablement. NON à l'initiative UE» s'est aujourd'hui présenté au public. Pour des motifs de bon sens et de responsabilité en tant que citoyen, ce comité comprenant plus de 100 parlementaires, s'engage activement pour le rejet de l'initiative populaire «Oui à l'UE!» qui sera soumise au vote le 4 mars prochain. Cette initiative pose la mauvaise question au mauvais moment et avec un mauvais titre.

Au cours d'une conférence de presse à Berne, les adversaires de l'initiative «Oui à l'UE!» ont présenté leur comité, leurs activités et leurs principales raisons de rejeter l'initiative populaire du Nouveau mouvement européen Suisse (NOMES). Le comité est constitué de plus de 100 Conseillers nationaux et Conseillers aux états issus de divers partis politiques. Le comité invite les citoyennes et citoyens à suivre le Conseil fédéral et la majorité du parlement et de rejeter par leur vote l'initiative «Oui à l'UE». *Cette initiative pose la mauvaise question au mauvais moment avec un mauvais titre.* Le rejet de cet objet repose sur le réalisme et la responsabilité en tant que citoyen. Le NON est avant tout un NON à l'engagement sans délai de pourparlers en vue de l'adhésion à l'UE. Ceci, essentiellement du fait que les accords bilatéraux ne sont même pas encore ratifiés par tous les états de l'UE et que, selon les dispositions de la constitution, les compétences en matière de politique extérieure sont exclusivement du ressort du Conseil fédéral. Une modification de ces «règles du jeu» constitutionnelles n'apporterait rien aux réalités de la politique intérieure ni extérieure.

Il convient, en premier lieu, de mettre «sous toit» les accords bilatéraux, d'acquérir des expériences avec ces accords et après examen de tous les facteurs déterminants, de franchir d'éventuelles nouvelles étapes vers une intégration. La Suisse n'est aujourd'hui pas davantage préparée à des négociations d'adhésion sur le plan de la politique intérieure que sur celui de la politique économique. Les besoins de réforme à cet effet doivent d'abord être minutieusement analysés et discutés dans le cadre de la politique.

Le comité «**penser européen - agir raisonnablement. NON à l'initiative UE**» recommande dès lors à toutes les citoyennes et citoyens d'agir avec bon sens et de rejeter cet objet.

Berne, le 23.1.2001

7 Motifs pour un NON à l'initiative UE

- Nous pensons européen et agissons raisonnablement. Notre NON à *cette* Initiative UE se base sur un réalisme et une conscience responsable en matière de politique nationale. Nous disons avant tout NON à un engagement sans délai de négociations en vue d'une adhésion à l'UE.
- Les accords bilatéraux ont été recommandés au peuple suisse comme un rapprochement judicieux à l'Europe, ceci, dans une optique d'avenir. Des prétentions plus avancées, émises peu après l'acceptation de ces accords, vont effectivement à l'encontre de la volonté du peuple.
- L'initiative «Oui à l'Europe» pose *la mauvaise question au mauvais moment*. La mise en œuvre ainsi que d'éventuelles extensions des accords bilatéraux sont actuellement prioritaires. Des expériences en politique extérieure ne sont aujourd'hui ni demandées ni à risquer sur le plan de la politique nationale.
- Dans les états de l'UE, les accords bilatéraux ne sont pas encore conclus. Aussi longtemps que ces accords ne sont pas entrés en vigueur, il n'est pas permis à la Suisse d'entreprendre de nouveaux pas vers une intégration.
- Un NON à *cette* initiative de l'UE procure le temps nécessaire à l'examen minutieux des effets sur les plans politique et économique des trois options de politique européenne - extension des accords bilatéraux, EEE 2 ou adhésion à l'UE - et d'entreprendre, en connaissance de cause, les démarches appropriées.
- Que ce soit en politique intérieure ou économique, la Suisse ne serait aujourd'hui pas encore préparée en vue de mener des négociations d'adhésion. En outre, cette initiative populaire contrevient à nos « règles de jeu » constitutionnelles
- Le Conseil fédéral et les Chambres rejettent l'initiative populaire «Oui à l'Europe!». Ceci, selon le mot d'ordre : **«penser européen - agir raisonnablement. NON à l'initiative UE».**

Dire NON pour le bon sens et la responsabilité en tant que citoyen!

Le comité «penser européen - agir raisonnablement. NON à l'initiative UE» s'est aujourd'hui présenté au public. Pour des motifs de bon sens et de responsabilité en tant que citoyen, ce comité comprenant plus de 100 parlementaires, s'engage activement pour le rejet de l'initiative populaire «Oui à l'UE!» qui sera soumise au vote le 4 mars prochain. Cette initiative pose la mauvaise question au mauvais moment et avec un mauvais titre.

Au cours d'une conférence de presse à Berne, les adversaires de l'initiative «Oui à l'UE!» ont présenté leur comité, leurs activités et leurs principales raisons de rejeter l'initiative populaire du Nouveau mouvement européen Suisse (NOMES). Le comité est constitué de plus de 100 Conseillers nationaux et Conseillers aux états issus de divers partis politiques. Le comité invite les citoyennes et citoyens à suivre le Conseil fédéral et la majorité du parlement et de rejeter par leur vote l'initiative «Oui à l'UE». *Cette initiative pose la mauvaise question au mauvais moment avec un mauvais titre.* Le rejet de cet objet repose sur le réalisme et la responsabilité en tant que citoyen. Le NON est avant tout un NON à l'engagement sans délai de pourparlers en vue de l'adhésion à l'UE. Ceci, essentiellement du fait que les accords bilatéraux ne sont même pas encore ratifiés par tous les états de l'UE et que, selon les dispositions de la constitution, les compétences en matière de politique extérieure sont exclusivement du ressort du Conseil fédéral. Une modification de ces «règles du jeu» constitutionnelles n'apporterait rien aux réalités de la politique intérieure ni extérieure.

Il convient, en premier lieu, de mettre «sous toit» les accords bilatéraux, d'acquérir des expériences avec ces accords et après examen de tous les facteurs déterminants, de franchir d'éventuelles nouvelles étapes vers une intégration. La Suisse n'est aujourd'hui pas davantage préparée à des négociations d'adhésion sur le plan de la politique intérieure que sur celui de la politique économique. Les besoins de réforme à cet effet doivent d'abord être minutieusement analysés et discutés dans le cadre de la politique.

Le comité «**penser européen - agir raisonnablement. NON à l'initiative UE**» recommande dès lors à toutes les citoyennes et citoyens d'agir avec bon sens et de rejeter cet objet.

Berne, le 23.1.2001

Aus Vernunft und Staatsverantwortung NEIN sagen!

Das Komitee „europäisch denken – vernünftig handeln. NEIN zur EU-Initiative“ hat sich heute der Öffentlichkeit vorgestellt. Das über 100 Parlamentarierinnen und Parlamentarier zählende Komitee wirbt aus Gründen der Vernunft und Staatsverantwortung für eine Ablehnung der Volksinitiative „Ja zu Europa!“, die am 4. März zur Abstimmung gelangt. Die Initiative stellt die falsche Frage zum falschen Zeitpunkt mit dem falschen Titel.

An einer Medienorientierung in Bern stellten die Gegner der Initiative „Ja zu Europa!“ ihr Komitee, ihre Aktivitäten sowie ihre wichtigsten Gründe gegen die Volksinitiative der Neuen Europäischen Bewegung Schweiz (NEBS) vor. Dem Komitee gehören über 100 National- und Ständeräte aus den verschiedensten Parteien an. Das Komitee fordert die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger auf, dem Bundesrat und der Mehrheit des Parlaments zu folgen und die Volksinitiative „Ja zu Europa!“ an der Urne abzulehnen. *Die Initiative stelle die falsche Frage zum falschen Zeitpunkt mit dem falschen Titel.* Die Ablehnung dieser Vorlage beruhe auf Realismus und staatspolitischer Verantwortung. Das NEIN sei vor allem ein NEIN zur sofortigen Aufnahme von Beitrittsverhandlungen. Dies insbesondere vor dem Hintergrund, dass die bilateralen Verträge in einzelnen EU-Staaten noch nicht einmal ratifiziert seien und die verfassungsmässige Ordnung der Schweiz die Kompetenz zur Aufnahme von aussenpolitischen Verhandlungen ausdrücklich dem Bundesrat überlasse. Eine Änderung dieser verfassungsmässigen „Spielregel“ trage weder den innen- noch den aussenpolitischen Gegebenheiten Rechnung.

Es gelte nun, zuerst die bilateralen Verträge unter „Dach und Fach“ zu bringen, mit diesen entsprechende Erfahrungen zu sammeln und dann unter Würdigung aller relevanten Faktoren all-fällige weitere Integrationsschritte einzuleiten. Die Schweiz wäre heute weder innen- noch wirtschaftspolitisch für Beitrittsverhandlungen vorbereitet. Der hierfür notwendige Reformbedarf müsse zuerst genauestens analysiert und politisch diskutiert werden.

Das Komitee „europäisch denken – vernünftig handeln. NEIN zur EU-Initiative“ ruft deshalb alle Schweizerinnen und Schweizer auf, die Vernunft walten zu lassen und diese Vorlage abzulehnen.

Bern, 23.1.2001

7 Gründe für ein NEIN zur EU-Initiative

- Wir denken europäisch und handeln vernünftig. Unser NEIN zu *dieser* EU-Initiative beruht auf Realismus und staatspolitischer Verantwortung. Wir sagen vor allem NEIN zur sofortigen Aufnahme von EU-Beitrittsverhandlungen.
- Die bilateralen Verträge wurden dem Schweizer Volk als vernünftige und zukunftsweisende Annäherung an Europa empfohlen. Weitergehende Forderungen, die kurz nach der Annahme dieser Verträge gestellt werden, zielen am eigentlichen Volkswillen vorbei.
- Die Initiative „Ja zu Europa!“ stellt *die falsche Frage zum falschen Zeitpunkt*. Die Umsetzung sowie der allfällige Ausbau der bilateralen Verträge geniessen zurzeit Priorität. Aussenpolitische Experimente sind heute weder gefragt noch staatspolitisch zu verantworten.
- Die bilateralen Verträge sind in den EU-Staaten noch immer nicht unter „Dach und Fach“. Solange diese Verträge nicht in Kraft sind, darf die Schweiz keine weitergehenden Integrationsschritte beschliessen.
- Ein NEIN zu *dieser* EU-Initiative verschafft die nötige Zeit, die politischen und wirtschaftlichen Auswirkungen der drei europapolitischen Optionen - Ausbau der bilateralen Verträge, EWR 2 oder EU-Beitritt - genaustens zu prüfen und in Kenntnis dieser Auswirkungen die richtigen Schritte einzuleiten.
- Die Schweiz wäre heute weder innen- noch wirtschaftspolitisch vorbereitet, Beitrittsverhandlungen zu führen. Zudem steht die Volksinitiative im Widerspruch zu unseren etablierten verfassungsmässigen Spielregeln.
- Bundesrat und Parlament lehnen die Volksinitiative „Ja zu Europa“ ab. Dies gemäss dem Motto: **„europäisch denken - vernünftig handeln. NEIN zur EU-Initiative“**.